

Etats-Unis/Politique migratoire

Le décret Trump prend un nouveau camouflet en justice

AFP
West Palm Beach/Etats-Unis

Au grand dépit du président, la cour d'appel fédérale a rejeté, en quelques heures seulement, l'appel formulé samedi soir par le ministère de la Justice contre une décision prise la veille par un juge de Seattle.

UN nouveau camouflet en justice infligé hier matin à Donald Trump sur son décret migratoire a confirmé que les ressortissants de sept pays musulmans, visés par le texte controversé, peuvent continuer de rentrer aux Etats-Unis. Au grand dam du président américain.

La cour d'appel fédérale a rejeté, en quelques heures seulement, l'appel formulé samedi soir par le ministère américain de la Justice contre une décision prise la veille par un juge de Seattle. Elle a ainsi maintenu cette décision du magistrat James Robart, qui avait émis vendredi une injonction temporaire qui a effet sur l'ensemble du territoire américain, bloquant le décret présidentiel le temps qu'une plainte déposée lundi soit examinée.

La décision a eu pour effet dès samedi de rouvrir les frontières américaines aux

ressortissants d'Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen, ainsi qu'aux réfugiés.

Dans le détail, la cour d'appel a demandé aux Etats de Washington et du Minnesota, à l'origine de la plainte déposée lundi contre le décret qui a engendré une vague d'indignation planétaire, de fournir des documents étayant leurs demandes avant 23h59 heure locale hier (ce lundi 8H59 au Gabon). Elle a également donné au ministère de la Justice jusqu'à cet après-midi pour apporter de nouveaux arguments à l'appui de sa requête.

"BIENVENUE A LA MAISON" • Avec l'épée de Damoclès d'un retournement de situation dans ce bras de fer politico-judiciaire qui a des répercussions aux quatre coins de la planète, les migrants embarquaient en nombre sur des vols à destination des Etats-Unis.

"Parce que l'interdiction a été levée par un juge, beaucoup de personnes mauvaises et dangereuses pourraient se déverser dans notre pays. Une décision terrible", a tonné samedi soir Donald Trump parmi une dizaine de tweets indignés sur la décision.

Dès samedi, les contrôles aux frontières ont repris leurs opérations habituelles et le ministère de la Sécurité



Photo : AFP

Le président Trump ne décolère pas face à la décision prise par un juge de Seattle. "Une décision terrible", a-t-il tonné.

intérieure a "suspendu toutes les actions qui mettent en œuvre" le décret. Quelque 60 000 visas, suspendus par ce texte, ont également retrouvé leur validité, selon la diplomatie américaine.

Et de nombreuses compagnies aériennes, dont Air France, acceptent de nouveau les ressortissants des sept pays visés, à condition qu'ils soient munis d'un visa. Kamal Fadlalla, un médecin soudanais de 33 ans a pu ainsi rentrer à New York hier après s'être retrouvé coincé pendant une semaine au Soudan, à l'issue d'une visite familiale.

"C'est bon" d'être de retour aux Etats-Unis, a-t-il confié à l'AFP à l'aéroport new-yorkais de JFK, où il a été accueilli par des "bienvenue à

la maison".

"MENSONGES" • La Maison Blanche, toutefois, entend vite refermer la brèche légale dans laquelle s'engouffrent de nombreux migrants et remporter le combat judiciaire, quitte à multiplier les appels ou porter l'affaire devant la Cour suprême.

Si Donald Trump, habitué des rafales matinales sur Twitter, ne s'est toujours pas exprimé sur la décision de la cour d'appel, son vice-président Mike Pence a écumé les plateaux de télévision hier matin pour exprimer sa "frustration".

L'exécutif, a-t-il promis sur Fox News, "va réagir très rapidement". "Nous allons gagner la bataille des arguments (devant la justice, ndr) car nous allons prendre

les mesures nécessaires pour protéger le pays."

De nouvelles voix ont par ailleurs critiqué hier un décret déjà fustigé de toutes parts et qui a encore déversé dans les rues des grandes capitales mondiales des milliers de manifestants ce week-end.

Le texte "n'était vraiment pas préparé et (...) était fondé sur des mensonges", a dénoncé sur CNN Madeleine Albright, l'ancienne secrétaire d'Etat de l'ex-président démocrate Bill Clinton.

"Les mécanismes (politiques) laissaient à désirer", a renchéri sur le même plateau Stephen Hadley, qui fut conseiller en sécurité nationale de l'ancien président républicain George W. Bush. "Mais je pense qu'ils essayaient (...) d'envoyer un message au pays."

Un signal qui a poussé Bob Ferguson, le ministre de la Justice de l'Etat de Washington, à déposer la plainte initiale qui a débouché sur le blocage du décret. En substance, il le considère comme contraire aux droits fondamentaux des immigrés, car il cible spécifiquement les musulmans.

Donald Trump, lui, estime qu'il s'agit avant tout de protéger l'Amérique de la menace terroriste. Son ministère de la Justice a jusqu'à cet après-midi pour en convaincre la cour d'appel.

L'Afrique en bref

• Libye/Migrations. 120 migrants secourus au large de Tripoli



Photo : AFP

Plus de 120 migrants ont été secourus hier au large de Tripoli par les gardes-côtes libyens, selon un photographe de l'AFP sur place. Ils étaient partis vendredi des plages de Sabratha, à 70 km à l'ouest de Tripoli, pour tenter de rejoindre l'Europe à bord d'un hors-bord pneumatique qui est tombé en panne de carburant, a expliqué un commandant des gardes-côtes sous le couvert de l'anonymat.

• Maroc/Diplomatie. Rabat ne "reconnaîtra jamais" la RASD

Le Maroc, qui vient de faire son retour à l'Union africaine (UA), ne "reconnaîtra jamais" la République arabe sahraouie démocratique (RASD), a déclaré à la presse le ministre marocain délégué aux Affaires étrangères, Nasser Bourita.

• Nigeria/Politique. 2Face annule sa manif

La star nigérienne d'afropop 2Face a annulé hier la manifestation qu'il avait prévue le lendemain au Nigeria pour protester contre la politique économique du gouvernement, en invoquant des raisons de sécurité. De son vrai nom Innocent Idibia, 2Face avait appelé les Nigériens à descendre dans la rue ce lundi, "de manière pacifique et sensée", pour protester contre la gestion par le gouvernement de la crise économique qui frappe le Nigeria depuis deux ans.

A travers le monde

• Roumanie/Politique. Le gouvernement capitule

Après les promesses, les actes : le gouvernement roumain a capitulé hier en abrogeant, comme il l'avait annoncé, le décret assouplissant la législation anticorruption afin d'éteindre la colère des protestataires qui assurent rester mobilisés après six jours de manifestations massives.

Ukraine/Conflit. Retour au calme à Avdiivka

Le calme régnait hier à Avdiivka, petite ville de l'est de l'Ukraine depuis une semaine au cœur de combats meurtriers qui ont poussé le président américain Donald Trump à promettre d'aider à rétablir la paix.

France/Présidentielle

Marine Le Pen se présente en candidate du "peuple" face aux partis du "fric"

AFP
Lyon/France

LA candidate d'extrême droite à la présidentielle, Marine Le Pen, s'est présentée hier comme la "candidate de la France du peuple" face à "la droite du fric, la gauche du fric", lors de son premier meeting de campagne à Lyon (centre-est). La dirigeante du Front national (FN), portée par une dynamique favorable à moins de 80 jours du premier tour, devait détailler son programme pour la "priorité nationale", tandis que son rival de droite François Fillon se débat contre des accusations d'emplois fictifs visant son épouse Pe-

nelope et deux de ses enfants. Une tempête qui profite au centriste Emmanuel Macron en hausse dans les sondages.

"Vous avez compris, l'actualité récente en a apporté une démonstration éclatante, contre la droite du fric, la gauche du fric, je suis la candidate de la France du peuple", a lancé la présidente du Front national en ouverture de son meeting, à laquelle assistaient quelque 3 000 personnes.

"Après des décennies d'erreurs et de lâcheté, des fausses alternances, faites de reniement, de laissez-aller, de laissez-passer, de laissez-faire, nous sommes à la croisée des chemins", a insisté la candidate d'extrême droite, 48 ans.



Photo : AFP

La candidate du Front national à la présidentielle Marine Le Pen a exalté le "réveil des peuples" hier, lors de son premier meeting de campagne à Lyon.

"Je défends les murs porteurs de notre société" face à "nos dirigeants (qui) ont choisi la mondialisation dérégulée" et "l'immigration massive", a dit la présidente du FN dans

ce discours clôturant deux jours de rencontres dans la capitale des Gaules.

"Nous ne voulons pas vivre sous le joug ou la menace du fondamentalisme islamiste", a-t-elle souligné, alors qu'une série d'attentats jihadistes a fait 238 morts en 2015 et 2016 en France.

"La France est un acte d'amour, cet amour a un nom : le patriotisme. Vous avez le droit d'aimer votre pays, et vous avez le droit de le montrer, il est temps de revivifier le sentiment national", a clamé Marine Le Pen.

"On est chez nous, on est chez nous", ont scandé en écho ses partisans.

Le vote du Brexit et l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux Etats-Unis ont donné des ailes à tous les

partis d'extrême droite en Europe et aux mouvements nationalistes "antisystème".

"Il y a un réveil du peuple", a commenté hier à Lyon le numéro deux du FN, Florian Philippot. "Les gens voient le Brexit, voient Trump, et ils se disent : ça sert d'aller voter".

En tête des intentions de vote au premier tour du scrutin le 23 avril mais donnée battue au second tour le 7 mai, Marine Le Pen est elle-même visée par des accusations d'emploi fictif concernant une assistante payée sur des fonds européens pour rémunérer des collaborateurs de son parti. La candidate nie tout abus et dénonce un "combat politique" du Parlement contre son parti.

RD Congo/Deuil

Des milliers de personnes à Bruxelles pour un dernier hommage à Tshisekedi

AFP
Bruxelles/Belgique

DES milliers de membres de la diaspora congolaise, venus de toute l'Europe, sont venus rendre hier à Bruxelles un dernier hom-

mage à Etienne Tshisekedi, l'opposant historique décédé quatre jours plus tôt dans la capitale belge.

A l'issue de trois journées de veillées funéraires, le cercueil du défunt a été exposé pendant plusieurs heures hier soir dans une vaste salle mise à disposition par la ville de Bruxelles, à proximité du célèbre site de l'Ato-

mium, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Venus nombreux de toute la Belgique, mais aussi de France, du Royaume-Uni, ou encore d'Allemagne, des milliers de personnes se sont déplacées pour s'incliner devant le cercueil de "Tshishi", comme le surnommaient ses partisans.

"Il est mort mais son esprit

reste parmi nous. Nous perpétuerons son héritage", a lancé un homme au micro, déclenchant les applaudissements nourris d'une salle comble, où régnait une ambiance festive malgré les nombreux yeux mouillés. Etienne Tshisekedi s'est éteint mercredi après avoir quitté huit jours plus tôt la République démocratique

du Congo (RDC) pour des soins.

Sa disparition a plongé le pays dans l'incertitude. Il y jouait un rôle-clé dans les négociations sur la mise en place d'une transition politique destinée à sortir pacifiquement la RDC de la crise provoquée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila.